

Escalade des prix des biens et services

Une augmentation des prix qui étouffe les ménages



La hausse du prix de l'électricité a eu des effets en cascade sur les autres produits.



En portant le prix du pain à 130 francs, le "bug informatique" de Mbolo a donné des sueurs froides aux consommateurs. Photo dde droite : Le transport : un autre volet de plus en plus onéreux pour les ménages



Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

**Déclenchée par deux effets conjoints, les politiques fiscales du gouvernement d'une part, et la hausse des cours des matières sur les marchés internationaux, d'autre part, la hausse de prix commence par devenir intenable pour de nombreux ménages.**

LE "bug informatique" qu'ont subi les systèmes de taxation automatique a fait passer le prix de la baguette de pain, traditionnellement vendue à 125 francs l'unité, à 130 francs à la boulangerie de Casino

Mbolo, de vendredi à dimanche dernier. Des clients de l'enseigne, qui n'hésitent pas à penser à un ballon d'essai, ont eu peur que le prix du pain revienne partout à 130 francs. Si, dans certaines boulangerie, on assiste à un amaigrissement de la baguette de pain, les consommateurs constatent que les prix d'autres produits courants ont grimpé. A commencer par la bouteille de gaz butane, aujourd'hui vendue à 6 000 francs. Avant le gaz, le kilowatt d'électricité est devenu cher, lui aussi, en réponse, dit-on à la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), à la hausse du prix du carburant.

Ainsi, pour 30 000 francs, le client se voit servir une consommation réelle de 25 727 francs; le reste allant au paiement des taxes et redevances pour un montant de 4 273 francs, soit 15 % de la dépense. Fait inquiétant pour les ménages qui subissent le coût final, cette hausse des prix à petites doses "contamine" d'autres produits et services. Aucun secteur, aucun produit n'est épargné par cette hausse. Même les produits pharmaceutiques sont concernés par cette augmentation. En effet, malgré l'annonce faite par le gouvernement sur la gratuité des accouchements et du suivi post-

natal des nourrissons, les familles payent dans les structures hospitalières. Et cela, pour deux raisons. La première est liée à la structure de l'économie nationale, le gouvernement ayant choisi, sur le long terme, de laisser le contenu des assiettes et autres consommations dépendre des importations. Dans ce sens, le Gabon subit la hausse des cours sur les marchés internationaux. Ainsi, plutôt que de stimuler la production intérieure, le gouvernement a fait le choix, de 2012 à 2019, de soutenir les produits importés de première nécessité, déjà soutenus par les subventions dans leurs pays

d'origine. Outre la structure de l'économie, le gouvernement est tantôt responsable, par sa politique, de son imposition tous azimuts. Ainsi, en quête de recettes, l'équipe gouvernementale a trouvé comme parade de faire endosser le financement des caisses publiques par les impôts et taxes, aussi bien sur les entreprises que sur les ménages qui, en fin de circuit, finissent pas supporter ce que l'équipe gouvernementale, soutenue par les bailleurs internationaux, ont qualifié d'optimisation des recettes fiscales. L'imposition d'une redevance de 500 francs sur l'audiovisuel participe de

cette logique. Une logique d'imposition qui a d'ailleurs pris de l'ampleur en janvier 2018, par l'inscription des impôts nouveaux, tels que la CSS, dans la loi de finances. Conséquence : la vie devient très chère. De Mékambo à Makokou (180 km), le tarif passager avec bagages, est passé à 10 000 francs avec un sac. Les prix des autres produits sont hors de portée. Le litre d'essence est vendu à 1 000 francs à Mékambo, le sac de ciment à 8 500 francs. Cette escalade des prix devient inquiétante pour les populations, qui attendent du gouvernement des solutions pour l'endiguer.

Loi de finances 2019

Encore de nouveaux impôts qui vont faire mal

I. M'B.  
Libreville/Gabon

MALGRÉ une année 2018 où l'imposition a été fortement ressentie par les ménages gabonais, cette hausse, à petites doses, des prix n'est pas près de s'arrêter pour autant. En 2019, les ménages ne devraient pas avoir de répit, car la pression fiscale va se poursuivre. En effet, la loi de finances 2019, en attente de promulgation, prévoit de nouvelles taxes. La plus visible est celle sur les ordures que vont devoir supporter encore une fois les ménages. De plus, sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), ou plutôt avec "les applaudissements du FMI", la réforme visant la suppression cette année des exonérations fiscales et douanières sur les denrées de première nécessité importées, en vigueur depuis 2012, va entraîner un accroissement des prix des denrées alimentaires, autour du troisième trimestre de cette année. « Le prix du poisson va augmenter », avertit le directeur général d'une grande



Autre cas de vie chère : la bouteille de gaz butane presque à 6000 francs.

société d'importation de poisson. Et, dans ce contexte, faute de politique claire et pragmatique de production intérieure, le pouvoir d'achat des ménages est appelé à s'effondrer. **Mal-être et santé.** Cette hausse des prix, conséquence des taxes et redevances à doses homéopathiques, est responsable des cas de stress

pour les chefs de familles, de maladie d'hypertension artérielle et d'accidents cardiovasculaires. « Nous enregistrons de plus en plus de cas dus à l'incapacité des chefs de familles, femmes ou hommes, à honorer les dépenses mensuelles de leur foyer », confie un médecin-chercheur, spécialiste des maladies du Travail, à l'Université des sciences

de la santé d'Owendo. L'opinion la plus partagée par les Gabonais est que « le gouvernement et les hauts cadres ne prennent que le raccourci : imposer davantage aux contribuables, aller chercher dans les porte-monnaies des ménages les derniers jetons, afin de compenser les infélicités des politiques antérieures », explique un économiste de l'Université

Omar Bongo. Cette surimposition n'a pas que des conséquences sur le porte-monnaie et la santé des Gabonais, ajoute-t-il. Elle réduit, à moyen terme, la compétitivité de l'économie gabonaises. « Les produits nationaux sont chers et les investisseurs étrangers qui produisent pour exporter ne peuvent s'installer dans un pays où les facteurs de production (main-d'œuvre,

machines, consommables et services de l'Etat, etc.) sont onéreux. » Ce qui rend moins attractifs les investissements directs étrangers au Gabon. Un risque de cercle vicieux donc l'économie nationale et le "Made in Gabon" éprouvera toutes les peines à s'imposer sur les marchés internationaux. Pas d'exportation, pas d'enrichissement du pays.